

Radicalisation et contre-radicalisation Etat des savoirs sur le djihadisme

Les phénomènes de radicalisation, qui voient des individus emprunter la voie de l'action violente au nom d'une idéologie extrémiste, accompagnent depuis plus d'un siècle le développement des sociétés modernes. La forme la plus répandue de cette radicalisation est aujourd'hui constituée par le djihadisme violent. Ce dernier mobilise des centaines de milliers d'hommes et de femmes à travers le monde. Sous des formes et dans des contextes très différents, il propage la terreur au Moyen-Orient, en Europe, en Amérique du nord et dans une partie de l'Afrique et de l'Asie. Il tente de contrôler d'importants territoires, berceaux de brillantes civilisations, et de les soumettre à son gouvernement totalitaire. Il représente une menace vitale pour de très nombreuses sociétés dont il attaque la sécurité, la cohésion et les libertés.

Face à ce défi, les Etats s'organisent. Un certain nombre d'entre eux ont engagé leurs armées à l'extérieur de leurs frontières afin de détruire militairement les bastions djihadistes, en particulier dans le cadre de la coalition anti-EI. La plupart des Etats développe sur leur propre territoire des politiques de « lutte contre la radicalisation ». Ces politiques incluent des mesures de détection et de répression du terrorisme, mais aussi des actions de prévention comme l'encadrement du champ religieux, le développement d'une contre-propagande, la mise en œuvre de mesures destinées à favoriser l'intégration économique et sociale des individus radicalisés.

Sur ce sujet de la radicalisation et, dans une moindre mesure, sur celui des politiques visant à la combattre, les chercheurs en sciences humaines et sociales ont mené au cours des dernières années un grand nombre de travaux de recherche. Les praticiens, qui travaillent au contact des phénomènes de radicalisation pour le compte des Etats ou de la société civile, ont également accumulé un savoir. Enfin, il existe une jurisprudence islamique qui condamne la manipulation du message religieux par les groupes radicaux. Il est important de confronter ces connaissances, d'encourager leur développement, de les mettre à disposition du public et des décideurs. Il est également essentiel de favoriser les collaborations entre acteurs académiques, religieux et politiques. C'est l'objectif de ces rencontres internationales sur la radicalisation organisées à l'initiative de la France et du Maroc, deux pays qui ont fait de la lutte contre le terrorisme et la radicalisation une priorité de leur coopération.

Ces rencontres rassembleront à Rabat, les 27 et 28 octobre 2016, une quarantaine de personnalités, principalement des chercheurs, des responsables politiques, des magistrats, des fonctionnaires issus de nombreux pays confrontés à ce défi.

Les langues de travail sont le français, l'anglais et l'arabe. Un dispositif de traduction simultanée est prévu.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AMBASSADE DE FRANCE AU MAROC

RENCONTRES
INTERNATIONALES
SUR LES PHÉNOMÈNES DE
RADICALISATION

RABAT, 27-28 OCTOBRE 2016



المملكة المغربية
ires
Institut Royal des Etudes Stratégiques
Royal Institute for Strategic Studies

Les Rencontres internationales
sur les phénomènes de radicalisation
sont organisées par :



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AMBASSADE DE FRANCE AU MAROC



المملكة المغربية
ires
Institut Royal des Etudes Stratégiques
Royal Institute for Strategic Studies

Adresse du colloque :
« Centre d'Accueil et de Conférences »,
avenue Essanaoubar, Hay Riad, Rabat

Partenaires :



Fondation
Maison des
sciences
de l'homme



Centre Jacques-Berque
مركز جاك بارك
études en sciences humaines et sociales
للبحوث في العلوم الإنسانية والاجتماعية

RENCONTRES INTERNATIONALES SUR LES PHÉNOMÈNES DE RADICALISATION

PROGRAMME

Jeudi 27 octobre 2016

8h30-9h00	Ouverture
------------------	------------------

Tawfiq Mouline, Directeur général de l’IRES

Ahmed Toufiq, Ministre des Habous et des Affaires islamiques

Jean-François Girault, Ambassadeur de France au Maroc

Charki Draiss, Ministre délégué auprès du Ministre de l’Interieur

9H30-10H30	Histoire et cartographie actuelle de la radicalisation djihadiste
-------------------	--

A quel moment, dans quel contexte historique et quelles géographies, la radicalisation djihadiste apparaît-elle ? Comment et sous quelles influences s’est-elle transformée au cours des dernières décennies ? Comment est-elle organisée aujourd’hui ?

Jean-François	BAYART	Centre national de la recherche scientifique (CNRS)	
Farid	EL ASRI	Université Catholique de Louvain	
Amr	EL-SHOBAKI	Centre Al-Ahram pour les Etudes Politiques et Stratégique	
Jean-Pierre	FILIU	Sciences Po - Centre de recherches internationales	

Modératrice : Sabrina Mervin, Directrice du Centre Jacques Berque

10h45-12h15	Idéologie et terreur
--------------------	-----------------------------

Quels sont le contenu, le programme, les principales propositions de l’idéologie à laquelle se réfèrent les djihadistes ? Ces derniers partagent-ils, malgré leur diversité, un discours fédérateur ? Comment cette idéologie se prolonge-t-elle en violence politique, des actes terroristes en pays « ennemis » à la construction d’une société de type totalitaire dans les territoires passés sous contrôle du djihad ?

Khaled	BEN KHALIFA AL KHALIFA	Centre Culturel Issa de Bahrain	
Nabil	MOULINE	Centre national de la recherche scientifique (CNRS)	
Philippe-Joseph	SALAZAR	University of Cape Town	
Abderrahmane	MEKKAOUI	Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)	

Modérateur : Jean-Marc Berthon, Conseiller de coopération et d’action culturelle à l’Ambassade France au Maroc

13h30-15h30	Expliquer la radicalisation
--------------------	------------------------------------

Comment rendre compte de la fureur meurtrière des individus et des groupes radicalisés ? Faut-il invoquer des causes économiques et sociales comme la misère, l’exclusion, le chômage, le manque d’éducation ? Faut-il chercher des raisons politiques et regarder la radicalisation comme une « revanche » face à des « humiliations », réelles ou fantasmées ? Ou comme une réaction face à l’irruption d’une modernité considérée comme « déstructurante » et « imposée » ? Ou bien a-t-on affaire à un phénomène d’abord religieux, à une réaction fondamentaliste de l’Islam, une volonté de remettre la religion au pouvoir, au moment où avec la modernisation s’impose une rupture avec l’organisation religieuse du monde ?

Bernard	BRUNETEAU	Université de Rennes 1	
Farhad	KHOSROKHAVAR	Observatoire des radicalisations, Fondation Maison des sciences de l’homme (FMSH)/École des hautes études en sciences sociale (EHESS)	
Rajaa	NAJI MEKKAOUI	Université Mohammed V de Rabat	
El Mostafa	REZRAZI	Institut royal des Etudes stratégiques	

Asma	LAMRABET	Centre des Etudes Féminines en Islam	
Mohamed	TOZY	Ecole de gouvernance et d’économie (EGE)	

Modérateur : Jean-Marc Berthon, Conseiller de coopération et d’action culturelle à l’Ambassade France au Maroc

15h45-17h30	Les mécanismes de l’engagement radical
--------------------	---

Comment s’opèrent l’endoctrinement et l’enrôlement ? Par quels canaux la propagande et le recrutement passent-ils ? Qu’en est-il des lieux de culte ? De l’école ? D’Internet et des réseaux sociaux ? Des lieux de détention ? Quelle est la part de la conviction et celle de la manipulation ?

Rachid	BENLABBAH	Institut des Etudes Africaines	
Dounia	BOUZAR	Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l’islam (CPDSI)	
Abdelasiem	EL DIFRAOUI	Politologue	
Hakim	EL GHISSASSI	Ministère des Habous et des Affaires Islamiques	
Kamal	REDOUANI	Journaliste	

Modérateur : Hassan Saoudi, chercheur associé, IRES

Vendredi 28 octobre 2016

9h00-11h00	Quelle stratégie globale face au djihadisme ?
-------------------	---

Les pays confrontés aux phénomènes de radicalisation agissent sur plusieurs fronts. Sur le front militaire : des coalitions ont été formées pour détruire les foyers djihadistes au Moyen-Orient et en Afrique. Sur le front économique : des Etats sont mobilisés pour tarir les sources de financement du djihadisme. En interne, les politiques à disposition des gouvernements sont celles de la répression - amélioration des dispositifs permettant d’identifier, arrêter et punir les auteurs de violence politique -, du traitement - prise en charge et « déradicalisation » des individus radicalisés -, de la prévention - bataille des idées contre le djihadisme et mesures destinées à faciliter l’intégration économique et sociale des individus à profil radical - et de la protection - des sites et des populations contre les attaques terroristes -. Quelle est la bonne approche globale ? Comment les Etats peuvent-ils combiner au mieux, dans le respect de leurs valeurs fondamentales, ces différents types d’actions ?

Driss	EL YAZAMI	Conseil National des Droits de l’Homme	
Jacques	LANXADE	Amiral, ancien chef d’état-major des armées	
Sébastien	PIETRASANTA	Assemblée Nationale	
Hassan	SAOUDI	Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES)	
Younes	SEKKOURI	Direction générale du PAM	

Modérateur : Abderrahim Maslouhi, chercheur associé, IRES

11h15-13h15	La bataille des idées
--------------------	------------------------------

L’idéologie fournit au djihadisme sa force d’attraction et lui permet de justifier la violence extrême à laquelle se livrent ses combattants. C’est donc sur le terrain des idées que de nombreux Etats ont décidé de l’affronter. Dans quels lieux et sous quelle forme faut-il mener cette bataille idéologique ? A l’école, par l’éducation morale et civique ? A l’université, par la formation des imams, la promotion d’un islam tolérant et ouvert, l’encouragement à l’enseignement et à la recherche sur la réforme de l’islam ? Dans les mosquées, par l’encadrement du culte ? Dans les médias, sur Internet et les scènes culturelles, par le développement de contre-discours et de contre-propagandes ?

Ahmed	ABBADI	Rabita Mohammadia des Oulémas	
-------	--------	-------------------------------	---

Hassan	AOURID	Enseignant chercheur en sciences politiques	
Rachid	BENZINE	Observatoire du religieux - Institut d’Etudes Politiques d’Aix en Provence	
Mohammed	CHIRANI	Consultant en prévention de la radicalisation	
Hugo	MICHERON	Sciences Po - Centre de recherches internationales	
Jonathan	RUSSEL	Quilliam Foundation	
Mohammed	SGHIR JANJAR	Fondation du Roi Abdul Aziz	

Modérateur : Mohamed Tozy, Ecole de gouvernance et d’économie (EGE)

14h30-15h00	La bataille des idées (suite et fin)
--------------------	---

15h00-15h45	Le front économique et social
--------------------	--------------------------------------

Parce que les individus radicalisés, pour une partie d’entre eux, sont des jeunes hommes et femmes en situation de vulnérabilité économique et sociale, souvent dépourvus de repères identitaires, un certain nombre de gouvernements ont lancé des programmes à destination des populations les plus fragiles afin de leur offrir des opportunités ou de renforcer leur résilience aux courants extrémistes. Cela va de la construction de logements aux programmes d’emplois aidés en passant par la mise en place de formations, le développement d’infrastructures, sportives ou culturelles, dans les quartiers déshérités. Il importe de faire le point sur ces diverses expériences et d’en évaluer l’efficacité.

Mohamed	BERRADA	Ancien ministre, centre LINKS	
Jacques	OULD AOUDIA	Chercheur	

Modérateur : Said Moufti, Directeur de recherche, IRES

16h00-18h00	Le suivi et la prise en charge des individus radicalisés
--------------------	---

Certains Etats mettent en place une prise en charge et un suivi différenciés des personnes poursuivies pour des faits de terrorisme. Les objectifs sont de prévenir la propagation des idées radicales, notamment en milieu carcéral, et de diagnostiquer les individus radicalisés afin de les faire, le cas échéant, cheminer vers des processus de « déradicalisation ». De nombreux pays ont fait évoluer leur arsenal répressif pour mieux lutter contre les terroristes. Ces évolutions visent en particulier à anticiper la réalisation d’attentats. Quels sont les premiers retours d’expérience de ces politiques ? Quel en est l’impact ?

Mahmet	ABDENNABAoui	Ministère de la justice et des libertés - Direction des Affaires pénales et des Grâces	
Eléonore	CAETANO	Ministère de la justice - Direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) de Lyon	
Moulay El Hassane	DAKI	Parquet général de Rabat	
Nassiba	FASSI FIHRI	Délégation générale à l’administration pénitentiaire et à la réinsertion (DGAPR)	
Abdelaziz	RAJI	Parquet général de Rabat	
Naima	RUDLOFF	Parquet général de Paris	

Modérateur : Payam Shahrjerdi, Attaché de coopération à l’Ambassade France au Maroc

18h00	Clôture
--------------	----------------

Tawfiq Mouline, Directeur Général de l’IRES

Jean-Marc Berthon, Conseiller de coopération et d’action culturelle à l’Ambassade France au Maroc